

SECRETARIAT

AS/Jur (2024) CB 08

12 décembre 2024

Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Carnet de bord de la réunion tenue à Erevan les 9 et 10 décembre 2024

La commission des questions juridiques et des droits de l'homme, se réunissant à Erevan les 9 et 10 décembre 2024, sous la présidence de M. Pablo Hispán (Espagne, PPE/DC), deuxième Vice-Président, en ce qui concerne :

- **le lundi 9 décembre 2024 à 10h :**

- **Allocutions de bienvenue :** a entendu une allocution de bienvenue de S.E. Alen Simonyan, Président de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie, et un discours d'ouverture de M. Ruben Rubinyan, Vice-Président de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie et Président de la délégation arménienne auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; puis a entendu une déclaration par vidéo de M. Theodoros Rousopoulos, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, suivie d'une déclaration de Mme Despina Chatzivassiliou-Tsovilis, Secrétaire générale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ;

- **Aspects juridiques et humanitaires liés à l'opération militaire de l'Azerbaïdjan dans la région du Haut-Karabakh et à la situation des réfugiés en Arménie :** a tenu une audition avec la participation de :

M. Yeghishe Kirakosyan, Représentant de la République d'Arménie auprès de la Cour internationale de Justice

Mme Anahit Manasyan, Défenseure des droits humains de la République d'Arménie

Mme Mariam Poghosyan, civile déplacée de force de la région du Haut-Karabakh

puis, a tenu un échange de vues sur la situation des réfugiés avec Mme Monica Sandri, Représentante par intérim, HCR Arménie ;

- **Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – 12^e rapport :** a tenu une audition concernant l'Arménie avec la participation de :

M. Yeghishe Kirakosyan, Représentant de la République d'Arménie auprès de la Cour européenne des droits de l'homme

Mme Arpi Harutyunyan, Responsable du portefeuille de la justice et des droits de l'homme, *Democracy Development Foundation*

Mme Araks Melkonyan, Présidente de l'organisation non gouvernementale « *The Protection of Rights without Borders* »

— **Renvois transmis à la Commission :**

Nomination de Rapporteur·e·s :

- Projet de convention pour la protection de la profession d'avocat (sous réserve de la saisine de la part du Comité des Ministres et de la transmission à la commission pour avis) : en prévision de cette demande, a nommé M. Vladimir Vardanyan (Arménie, PPE/DC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;

Nomination de Rapporteur·e·s pour avis :

- Sommet du Bürgenstock sur la paix en Ukraine: préparer le chemin (Rapporteur pour la commission des questions politiques et de la démocratie : M. Damien Cottier (Suisse, ADLE)) : a nommé Mme Olena Khomenko (Ukraine, CE/AD) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
- Favoriser les négociations politiques en vue de l'échange et de la libération des prisonniers de guerre (Rapporteur pour la commission des questions politiques et de la démocratie : Mme Yelyzaveta Yasko (Ukraine, PPE/DC)) : a nommé Mme Rian Vogels (Pays-Bas, ADLE) par contumace (sous réserve de sa déclaration d'absence de conflit d'intérêts lors d'une prochaine réunion) ;

Appel à candidatures d'un·e rapporteur·e pour rapport :

- Menaces d'atteinte à la vie et à la sécurité des journalistes et des défenseurs des droits humains en Azerbaïdjan

Appel à candidatures d'un·e rapporteur·e pour avis :

- Les journalistes comptent : l'intensification des initiatives en faveur de la libération des journalistes ukrainiens retenus en captivité par la Fédération de Russie s'impose (Rapporteuse pour la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias : Mme Yevheniia Kravchuk (Ukraine, ADLE) ;

Pour information :

- Rôle du Conseil de l'Europe dans la lutte contre l'évitement des sanctions et dans la création d'un Registre des entités qui aident la Fédération de Russie à contourner les mesures restrictives : a pris note du renvoi envoyé à la commission par le Bureau pour information ;

- **Les sociétés militaires privées, les mercenaires, les combattants étrangers et leur impact sur les droits de l'homme** (Rapporteur : M. Andrea Orlando, Italie, SOC) : a examiné un projet de rapport, a accepté de changer le titre du rapport comme suit « Faire face aux risques que les mercenaires et les entreprises militaires privées font peser sur les droits humains et l'État de droit : un appel en faveur d'une réglementation globale », et a unanimement adopté le projet de résolution et le projet de recommandation ;

- **Les produits du crime dénoncé par Sergueï Magnitski retrouvés en Suisse ne doivent pas être restitués à leurs auteurs présumés** (Rapporteuse : Mme Lesia Vasylenko, Ukraine, ADLE) : en l'absence de la Rapporteuse, a examiné une note introductive et a tenu un échange de vues avec M. Andreas Gross, ancien membre de l'APCE et rapporteur sur « Refuser l'impunité pour les meurtriers de Sergueï Magnitski » ; a accepté la demande de la Rapporteuse de procéder à une visite d'information à Berne, et d'organiser une audition avec des experts à l'occasion d'une future réunion, sous réserve de la disponibilité des fonds ;

- **Réglementer l'influence étrangère : meilleures pratiques et normes européennes** : a tenu une audition avec la participation de :

M. Julien Mousnier, Directeur, Etat de droit, droits fondamentaux et démocratie, Direction générale de la justice et des consommateurs, Commission européenne (en ligne)
M. Giorgi Oniani, Directeur exécutif adjoint de *Transparency International*, Géorgie ;

- **Assurer une meilleure protection des lanceurs d'alerte en Europe** (Rapporteuse : Mme Anna-Kristiina Mikkonen, Finlande, SOC) : a tenu une audition avec la participation de :

Mme Anna Myers, Directrice exécutive, *Whistleblowing International Network* (réseau international de lanceurs d'alerte), Royaume-Uni
Mme Vigjilencja Abazi, Professeure adjointe de droit européen, Université de Maastricht ;

- **Questions diverses :**

- Demande de prolongation des renvois :

- « Menaces à la vie et à la sécurité des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme en Azerbaïdjan » : est convenue de demander au Bureau la prolongation jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- « Aspects juridiques de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme » (Rapporteur : M. Titus Corlăţean, Roumanie, SOC) : est convenue de demander au Bureau la prolongation du renvoi jusqu'au 30 juin 2025 ;

- Désignation d'un représentant pour le Congrès mondial sur les disparitions forcées (15-16 janvier 2025 à Genève) : a nommé M. Constantinos Efstathiou (Chypre, SOC) pour participer au nom du Président de l'Assemblée, sous réserve de la disponibilité des fonds ;

- **le Mardi 10 décembre à 10h :**

- **Journée internationale de commémoration et de dignité des victimes du crime de génocide et de la prévention de ce crime, 9 décembre** : a chargé le secrétariat de soumettre, à l'occasion d'une future réunion, un projet de proposition de résolution sur l'obligation des Etats de prévenir et punir le génocide en vertu de la Convention sur le génocide de 1948, et a tenu une audition avec la participation de :

M. Luis Moreno Ocampo, ancien procureur de la Cour pénale internationale
Mme Edita Gzoyan, Directrice de la fondation du musée-institut du génocide arménien ;

- **Avis sur le projet de Convention pour la protection de la profession d'avocat** (Rapporteur : M. Vladimir Vardanyan, Arménie, PPE/DC) : a tenu audition avec la participation de :

Dr Christoph Henrichs, LL.M., Ministère fédéral allemand de la Justice, chef de la section « Droit international, droit des organisations internationales », Président du Comité d'experts sur la protection des avocats (CJ-AV) chargé de la rédaction de la Convention (en ligne)
M. Laurent Pettiti, Président de la Délégation des Barreaux de France à Bruxelles, représentant du Conseil des barreaux européens (CCBE)
M. Arnold Vardanyan, membre de la chambre des avocats d'Arménie ;

- **Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine** (Rapporteur : M. Eerik-Niiles Kross, Estonie, ADLE) : en l'absence du Rapporteur, a examiné une note introductive, est convenue de tenir une audition durant la prochaine partie de session de janvier (ouverte au public si les experts en conviennent) axée sur la question des prisonniers de guerre et des civils ukrainiens disparus et a autorisé le rapporteur à effectuer une visite d'information à Kiev, sous réserve de la disponibilité des fonds ;

- **Le Comité d'experts sur la protection de l'environnement par le droit pénal du Conseil de l'Europe (PC-ENV)** : a entendu une mise à jour de la part du représentant de la commission, M. Constantinou Efstathiou (Chypre, SOC) ;
- **Auditions lors de la prochaine réunion** : est convenue de tenir les auditions suivantes, sous réserve de la disponibilité des fonds et qu'elles soient ouvertes au public (sous réserve d'accord des experts) :
 - « Les produits du crime dénoncé par Sergueï Magnitski retrouvés en Suisse ne doivent pas être restitués à leurs auteurs présumés » (Rapporteuse : Mme Lesia Vasylenko, Ukraine, ADLE) ;
 - « Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » (Rapporteur : M. Eerik-Niiles Kross, Estonie, ADLE), axée sur la question des prisonniers de guerre et des civils ukrainiens disparus ;
 - Audition conjointe avec la Commission de suivi sur la mise en œuvre des arrêts de la CEDH par la Türkiye, dans le cadre de la préparation du rapport sur « Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – 12^e Rapport » (Rapporteur : M. Constantinou Efstathiou, Chypre, SOC) ;
- **Prochaines réunions** : a pris note des prochaines réunions et a confirmé la réunion du 3 mars 2024 à Paris ;

Commission plénière :

- Durant la 1^{ère} partie de session 2025 de l'Assemblée (27 – 31 janvier 2025)
- 3 mars 2025, Bureau de Paris
- Durant la 2^{ème} partie de session 2025 de l'Assemblée (7 – 11 avril 2025)
- 13 mai 2025, Bureau de Paris (à confirmer)
- Durant la 3^{ème} partie de session 2025 de l'Assemblée (23 – 27 juin 2025)
- 8 septembre 2024, Bureau de Paris (à confirmer)
- Durant la 4^{ème} partie de session 2025 de l'Assemblée (29 septembre – 3 octobre 2025)
- 10 décembre 2025, Bureau de Paris (à confirmer)

Günter Schirmer, Guillem Cano-Palomares, Rafał Sokół

Copie à :

Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire
 Directrice et agent·e·s du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
 Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
 Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
 Secrétaire Général du Congrès
 Secrétaire du Comité des Ministres
 Directions générales
 Directeur du Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
 Directeur du bureau du Commissaire aux droits de l'homme
 Directeur de la Communication
 Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe